



Comment l'UE tente de suivre la ligne américaine concernant les sanctions contre la Russie

Par HORIZONS ET DÉBATS le 11 FÉVRIER 2015 CRISES/GUERRES ÉCONOMIE ETATS-UNIS HÉGÉMONIE RUSSIE UE

Tweet 1

Tweet

On sait depuis quelque temps déjà que les 28 gouvernements de l'UE ne sont pas unanimes lorsqu'il est question de la Russie. La déclaration de Gernot Erler, chargé des affaires russes au sein de la grande coalition, lors d'une interview de l'*ARD-Morgen magazin* du 28 janvier, à savoir que l'unité en matière de la Russie avait été jusqu'ici le seul point fort de l'UE, est plutôt une suggestion qu'une réalité. Evidemment, les responsables de l'UE font semblant d'être unanimes bien que cette unanimité n'existe pas.

C'est ainsi que le site Internet *euobserver.com* a rapporté le 27 janvier que le gouvernement grec s'était plaint, dans un communiqué de presse, que le président du Conseil européen Donald Tusk ait publié une déclaration de l'UE au sujet du tir de missiles sur la ville de Marioupol et concernant de nouvelles sanctions contre la Russie «sans avoir préalablement recueilli le consensus obligatoire de tous les Etats membres et notamment sans s'être assuré du consentement grec». Le communiqué de presse grec y ajouta: «Dans ce contexte, nous soulignons que la Grèce n'approuve pas cette déclaration.» En outre on apprend dans le même communiqué que le nouveau Premier ministre Alexis Tsipras avait fait savoir à la ministre chargée des Affaires étrangères de l'UE Federica Mogherini, lors d'une communication téléphonique avant la publication, qu'il ne pouvait pas donner son accord à la publication de la déclaration de l'UE telle qu'elle était prévue.

Néanmoins, la déclaration de l'UE, publiée mardi matin 27 janvier, assure que tous les 28 chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE avaient donné leur accord à cette déclaration faisant endosser la responsabilité des tirs de missiles sur Marioupol à la Russie et lançant un appel aux ministres des Affaires étrangères de l'UE d'envisager, lors de leur rencontre deux jours plus tard, de nouvelles sanctions contre la Russie.

L'ébauche de la déclaration avait été rédigée par Donald Tusk, ancien Premier ministre polonais et président actuel du Conseil européen, qui est très hostile à la Russie. Des collaborateurs du président du Conseil ont rapporté que l'on avait voulu tenir compte des hésitations grecques par une annotation en bas du document, mais que la Grèce avait refusé. C'est ainsi qu'on avait publié la déclaration telle qu'elle était prévue. Il est vrai que la représentation grecque au sein de l'UE a minimisé la démarche, mais un autre diplomate de l'UE a encore une fois confirmé que la Grèce n'était pas d'accord d'accuser la Russie pour les tirs de missiles sur Marioupol. Ce fonctionnaire de l'UE a ajouté que l'Autriche, la Hongrie, et la Slovaquie avaient également essayé d'édulcorer la déclaration de l'UE, mais sans succès.

Le 30 janvier, l'*«International New York Times»* a rapporté que la Grèce venait de se rallier aux nouvelles sanctions contre la Russie. Lors d'une rencontre des ministres des Affaires étrangères de l'UE, le nouveau ministre des Affaires étrangères grec avait donné son aval pour «dissiper les inquiétudes» que l'élection d'un gouvernement «d'extrême gauche, refusant les sanctions pourrait mettre un terme à la politique de l'UE envers la Russie».

A la fin de l'article paru à la une du quotidien américain, on cite le ministre lithuanien des Affaires étrangères qui a déclaré que l'on «avait forcé» les Grecs «d'abandonner leur position butée.» Pour conclure, on donne la parole à la ministre chargée des Affaires étrangères de l'UE Federica Mogherini jugeant l'«attitude de la Grèce très constructive».

Source: <http://horizons-et-debats.ch/index.php?id=4509>

Tweet 1

Tweet

Grèce, Marioupol, Sanctions

Suivez-nous

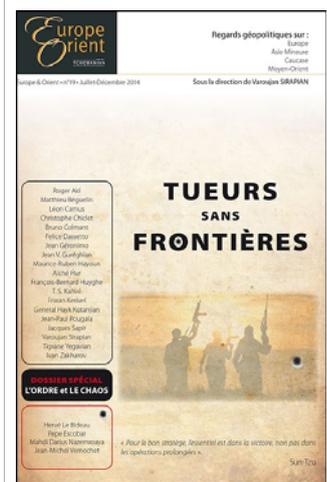
S'inscrire à notre lettre d'information.

Courriel

Envoyer



L'après Charlie



Commandez ici

Recommandés

- Al-Qaida, l'Arabie saoudite et Israël**
12.02.2015
- Autoriser Obama à faire usage de la force militaire est un chèque en blanc pour la guerre mondiale**
12.02.2015
- La guerre sanglante de Kiev : retour de flamme**
11.02.2015
- Disparition d'André Brink. In memoriam**
09.02.2015
- La "lettre ouverte" d'Alexis Tsipras aux citoyens Allemands sur ce qu'on ne leur a jamais dit sur la dette Grecque**
01.02.2015